Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1842.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de Loi relatif à l'entrée des houilles de la Sarre dans le Luxembourg.

MESSIEURS,

La loi qui vous est soumise a pour but de replacer une partie de la Province de Luxembourg dans la position où elle était avant le démembrement qui est résulté de l'exécution du traité du 19 avril 1839.

Avant cette époque, la loi du 16 novembre 1837 accordait une faveur à l'entrée des houilles prussiennes par la frontière qui s'étendait depuis Remich jusqu'à Vianden ; cette faveur, qui consistait à borner les droits de douane à un franc par mille kilogrammes, n'a donné lieu à aucune réclamation fondée, ni de la part des propriétaires de bois de cette province, ni de la part des exploitans des mines de charbon de terre dans la province de Liège ; mais le changement qui s'est opéré dans nos frontières a annulé la loi du 16 novembre 1837 dans son application, et depuis cette époque les droits ont été perçus à raison de 14 fr. 82 c. les 1000 kil. ; les industries qui s'alimentent par le charbon de terre ont souffert, et l'on peut juger de l'influence qu'a exercée l'augmentation de ces droits d'entrée, par la décroissance du chiffre des importations qui était, en 1838, de 2,124,000 kil. et qui est tombé à 9,000 kil. en 1840.

Le nouveau projet de loi se compose d'un article unique, et est conçu en ces termes :

« La loi du 16 novembre 1837, sur l'entrée des charbons de terre (houille) »
» de la Sarre (Prusse), recevra son application à la frontière du Luxembourg »
» depuis Aubange jusqu'à Wardin. »

Il ne s'agit que de fixer une nouvelle ligne de frontière et de déterminer les limites dans lesquelles sera admise la diminution des droits de douane sur les charbons de terre, telle que vous l'avez précédemment adoptée.

Votre Commission vous propose, à l'unanimité, l'adoption de cette loi.

Bruxelles, le 16 février 1842.

Le Duc D'URSEL.

Le Baron DE PEUTHY.

Le Baron D'HOOGHVORST.

Le Baron DE MOOREGHEM, Rapporteur.